



MULHOUSE

Réponse de la liste « Faire entendre le camp des
travailleurs »

Menée par Julien Wostyn

Grille d'analyse à destination des candidats aux élections
municipales et intercommunales des 15 et 22 mars 2020

10 mars 2020

Julien WOSTYN
Tête de liste à Mulhouse (68)
Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs

Mulhouse, le 04 mars 2020

TDIE
9, rue de Berri
75 008 PARIS

Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier et votre questionnaire.

Sans répondre en détail aux questions que vous posez, je peux vous faire part de ma réaction face à la question des transports en général.

A Mulhouse, la Communauté d'Agglomération de Mulhouse (m2A) a renouvelé l'année dernière la gestion des transports urbains (tram et bus) par délégation de service public, à la société Transdev, société multinationale de transport. La m2A lui a demandé alors de faire 2 millions d'économies. Un nouveau réseau de bus a été mis en place en septembre dernier, dont les usagers et salariés se sont vite plaints : il passait de 16 à 13 lignes de bus, des suppressions d'arrêts, un manque de véhicules, des cadences plus élevées pour les conducteurs qui ne peuvent plus prendre leur temps de repos. C'est plus long pour les usagers, avec de nombreux retards et des bus souvent surchargés.

Je fais le constat que la gestion des transports, comme d'autres domaines, est de plus en plus confiée au secteur privé par les collectivités territoriales, ce qui représente des marchés lucratifs pour certaines sociétés mastodontes du transport.

Par ailleurs, les collectivités sont soumises à de fortes contraintes budgétaires, avec des baisses de dotations budgétaires de l'Etat ; cela les amène à réduire les moyens consacrés aux services utiles à la population, dont les transports ou l'entretien de la voirie.

Ainsi, par manque de moyens, la collectivité a renoncé à étendre les lignes de réseau du tram mulhousien à d'autres communes, alors que ce moyen de transport connaît un large succès en terme de fréquentation.

Dans la vie quotidienne, les trajets les plus nombreux sont ceux pour se rendre au travail. Les entreprises ont fait le choix, comme les usines ou encore les hôpitaux de sortir des villes pour s'installer sur des terrains moins chers.

Par exemple, l'usine PSA, située en périphérie de Mulhouse, est un des plus gros employeurs de la région mulhousienne. Ces dernières années, il a supprimé plusieurs lignes de transport collectif mis en place pour ses salariés, les obligeant à prendre leur voiture ou à subir des temps de trajet plus longs. Cela rajoute des véhicules dans la circulation déjà encombrée, et de la pollution. Le seul

but de cette entreprise pourtant multimilliardaire est de faire des économies, au détriment des salariés et de l'environnement.

Les salariés qui n'ont pas les moyens d'emprunter les transports en commun ou dont les horaires d'équipe sont incompatibles avec ceux des transports prennent leur voiture, même si elle pollue. Avec les salaires pratiqués, ils n'ont pas toujours les moyens de se payer des voitures neuves moins polluantes.

Aussi, il serait logique de mettre à contribution les entreprises pour financer les infrastructures de transport, augmenter le nombre de lignes, élargir les horaires et rendre les transports gratuits pour tous.

Cependant, dans une économie en crise où la guerre commerciale fait rage, les capitalistes veulent une part toujours plus grande des richesses créées par notre travail. Les gouvernements, quant à eux, s'empressent de faire des cadeaux au grand patronat et aux classes les plus riches. Pendant ce temps, les collectivités sont asphyxiées par l'Etat, qui ne cesse de baisser les dotations budgétaires tout en leur transférant de plus en plus de compétences. Les habitants aux revenus modestes sont les premiers à pâtir de ces restrictions et de ces économies réalisées sur les services publics locaux, tel le transport.

Il est impossible de changer les choses petit bout par petit bout à l'échelle d'une municipalité. Il s'agit d'un combat général qui oppose le camp des travailleurs à une poignée de multimillionnaires.

Même avec la meilleure volonté du monde, aucun maire ne peut, à lui seul, compenser les dégâts engendrés par la société capitaliste. La cantine gratuite, la santé ou les transports publics plus accessibles, les aides qu'une municipalité peut déployer pour la prise en charge des personnes handicapées, des anciens ou des personnes isolées sont utiles et même vitales pour beaucoup. Mais cela ne peut empêcher les ravages engendrés par la fermeture d'une usine, par les licenciements, le chômage, les bas salaires, les horaires de travail infernaux, les cadences qui usent et tuent.

Si je me présente dans cette élection, c'est pour dénoncer tout cela. C'est pour faire entendre la voix et les exigences du monde du travail. C'est pour affirmer que les travailleurs n'auront d'autre choix que de se battre et qu'ils refusent de se résigner. C'est pour affirmer qu'on ne pourra pas enrayer les catastrophes sociale, économique et écologique sans arracher le contrôle des entreprises des mains des capitalistes.

Et si je suis élu, je serai du côté des salariés en grève contre leurs patrons, du côté des locataires menacés d'expulsion ou des usagers des transports publics qui réclament la gratuité...

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Julien WOSTYN